

GREENPEACE

**Assemblée
générale de
TotalEnergies :
briser un
système qui
renforce les
crises**

Dossier de presse

mai 2026



© Robin Jehl / Greenpeace

Assemblée générale 2024 de TotalEnergies : une affiche « WANTED » XXL de Patrick Pouyanné placardée à la Défense

Le changement climatique s'accélère et ses impacts sont désormais visibles, concrets et quotidiens pour des millions de personnes. Selon les dernières données du programme européen Copernicus, l'Europe est le continent qui se réchauffe le plus rapidement, à un rythme deux fois supérieur à la moyenne mondiale.

Les grandes entreprises pétro-gazières comme TotalEnergies portent une responsabilité majeure dans cette situation. Pourtant, loin de remettre en cause ce modèle, elles poursuivent leurs activités en toute impunité, malgré les alertes des scientifiques.

Alors que la guerre au Moyen-Orient met en péril la vie des populations, fait exploser les prix de l'énergie et aggrave les difficultés financières de millions de personnes, TotalEnergies, profiteur de guerre, continue d'engranger des profits records et de miser sur l'expansion des énergies fossiles.

Cette situation n'a rien d'une surprise. Elle est le produit d'un système énergétique fondé sur les énergies fossiles, qui génère à la fois instabilité, dépendance à des pays géopolitiquement instables ou autoritaires et crises à répétition.

L'Assemblée générale de TotalEnergies, ce vendredi 29 mai 2026, se tient donc dans un contexte géopolitique et climatique explosif.

Parce que TotalEnergies profite des crises et entretient un système qui les aggrave, il devient indispensable d'encadrer et de taxer durablement les profits fossiles afin de protéger les populations, d'investir dans des alternatives durables et d'organiser la sortie de cette dépendance.

I. TotalEnergies, créateur et profiteur de crises

TotalEnergies, un modèle fossile

TotalEnergies continue de s'inscrire dans un modèle profondément et durablement ancré dans les énergies fossiles, un choix assumé en décalage avec son discours sur la transition énergétique.

Malgré ses belles paroles, TotalEnergies continue de développer massivement les énergies fossiles, qui représentaient encore [97% de sa production d'énergie](#)

[globale en 2025 \(soit une hausse de 3,9% par rapport à 2024\) et 82% de ses investissements](#). Pire, la major pétrolière prévoit une hausse de la production d'hydrocarbures qui nous enferme dans une dépendance, avec des projets dans des zones politiquement instables ou géopolitiquement sensibles. Début 2026, TotalEnergies a annoncé renoncer à son objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050, augmenter ses investissements dans le pétrole et le gaz (de 33 % à 35 % sur 2026-2030) et baisser ses investissements dans les énergies propres (solaire et éolien).

À cela s'ajoutent, le [renoncement à deux programmes d'éolien en mer](#) aux États-Unis contre le versement de 928 millions de dollars de la part des autorités américaines pour financer, entre autres, les quatre premières unités de la future usine de gaz Rio Grande LNG, au Texas, et [l'intention de l'entreprise française de revenir en arrière sur ses projets éoliens offshore en Allemagne](#), ce qui ralentirait significativement la transition énergétique outre-Rhin.

Cette stratégie est renforcée par des pratiques de communication régulièrement contestées, et déjà [sanctionnées en 2025 pour greenwashing](#), la justice ayant pointé des messages trompeurs sur la réalité de la stratégie climatique du groupe.

TotalEnergies, profiteur de guerre

Les tensions géopolitiques et la volatilité des marchés se traduisent par une hausse des prix de l'énergie pour les consommateurs. En France, entre le 28 février et mi-avril, le prix de vente hors taxes a bondi de plus de 50 % pour le diesel et de près de 30 % pour l'essence, et le prix du gaz a [augmenté de 15 % au 1er mai](#).

En parallèle, au premier trimestre 2026, TotalEnergies a engrangé [5,8 milliards de dollars de profits, soit près de 2 milliards de dollars supplémentaires \(+51 %\) par rapport à la même période en 2025](#). Dans le même temps, l'envolée du cours de son action a entraîné un enrichissement massif de ses actionnaires, estimé à [55,4 milliards d'euros](#). Parmi eux, son PDG, Patrick Pouyanné, s'est lui-même enrichi de près de [15 millions d'euros](#). L'entreprise a d'ailleurs d'ores et déjà [annoncé](#) une augmentation des versements de dividendes aux actionnaires de 5,9 % par rapport à 2025.

Plusieurs enquêtes de presse, dont des éléments relayés par [le Financial Times](#), ont mis en évidence le rôle central des activités de trading dans les profits de TotalEnergies. La division de négoce du groupe aurait ainsi engrangé plus d'un milliard de dollars de gains en spéculant sur la hausse du cours du pétrole liée

au conflit au Moyen-Orient, notamment via des positions spéculatives sur le pétrole. TotalEnergies ne se contente pas de bénéficier de la crise : elle en tire activement profit.

Autrement dit, pendant que des populations subissent la guerre et que d'autres voient leur facture énergétique exploser, TotalEnergies capte et redistribue grassement les profits issus directement de cette instabilité à ses actionnaires. Ces profits de guerre exceptionnels ne traduisent pas une amélioration structurelle des performances industrielles, mais bien une capacité à tirer profit économiquement d'une guerre.

Total et ses profits climaticides

Ces profits ne sont pas seulement injustes, ils sont aussi climatiquement destructeurs. Selon [les dernières données du programme européen Copernicus](#) (avril 2026), l'Europe est aujourd'hui le continent qui se réchauffe le plus rapidement au monde, avec une hausse des températures deux fois plus rapide que la moyenne globale. Cette accélération se traduit déjà par une multiplication des vagues de chaleur, des sécheresses, des incendies, des [inondations](#), etc., avec des conséquences concrètes pour les populations, les écosystèmes et les économies européennes. Autrement dit, tant que les compagnies comme TotalEnergies engrangeront des profits records, ce modèle économique contribuera à aggraver une crise dont les citoyens et citoyennes européen·nes subissent déjà les conséquences. Il est essentiel de rendre ces activités moins rentables pour réorienter les investissements et accélérer la transition énergétique.

Les résultats récents de TotalEnergies illustrent une dynamique préoccupante : la capacité des majors pétrolières à tirer profit des crises géopolitiques. La guerre en Ukraine comme les tensions au Moyen-Orient ont déjà entraîné des profits records pour l'ensemble du secteur, confirmant un schéma récurrent : les crises internationales se traduisent systématiquement par un transfert de richesse vers les acteurs fossiles.

L'histoire se répète. Au cours du premier mois de la guerre contre l'Iran, la valeur boursière des six « super-majors » pétrolières occidentales a bondi de plus de [130 milliards de dollars](#) et, selon une étude de Greenpeace EU publiée le 1er avril 2026, depuis le début du conflit en Iran, l'ensemble du secteur des compagnies pétrolières engrange [81,4 millions d'euros de profits de guerre par jour dans l'Union européenne](#). Cette situation nous rappelle brutalement notre dépendance mortifère aux énergies fossiles : à chaque choc géopolitique, les prix flambent, les populations paient, et l'industrie pétrolière en profite.

II. Un système qui fabrique les crises Total : problème ou solution ?

Les crises que l'on subit sont inhérentes à un système énergétique fondé sur les énergies fossiles, qui génère instabilité, dépendance et tensions géopolitiques.

À chaque crise, les mêmes stratégies d'influence bien connues sont utilisées par les majors pétro-gazières pour nous verrouiller dans la dépendance aux fossiles : appels à produire davantage d'énergies fossiles, pression pour accélérer les projets, promotion du gaz comme énergie de transition.

TotalEnergies va même jusqu'à [menacer d'arrêter le plafonnement des prix](#) aux stations services en cas de taxe sur ses "superprofits".

TotalEnergies ne fait pas exception:

- L'entreprise s'est présentée comme un acteur clé de la sécurité énergétique nationale en se vantant de s'être "[mobilisée dans tout le négoce international pour approvisionner la France et permettre d'avoir des cargaisons de pétrole brut](#)" pendant le blocage du détroit d'Ormuz, alors qu'il s'agit précisément de son cœur de métier et de l'une des activités économiques les plus rentables qui existent. Comme l'ont démontré les révélations du Financial Times, les opérations d'achat et revente de TotalEnergies au tout début de la guerre lui ont permis de tirer son épingle du jeu avec un gain financier exceptionnel.
- Un mois après le début de la guerre au Moyen-Orient, [la multinationale alertait sur les risques de pénuries ou de rupture d'approvisionnement](#), alimentant un climat d'inquiétude. Ces discours contribuent à légitimer la poursuite des investissements dans les énergies fossiles, alors même que ce modèle est à l'origine des crises actuelles. Ils apparaissent d'autant plus contestables quand on voit que l'entreprise [renonce](#) à des projets éoliens qui garantiraient pourtant une plus forte sécurité énergétique.
- Enfin, TotalEnergies met en avant le plafonnement des prix à la pompe comme une mesure en faveur des consommateurs et une solution à la crise. Mais ce plafonnement lui a permis de s'attirer de nombreux automobilistes et ainsi de concurrencer les autres distributeurs dont certains dénoncent [l'illégalité](#) des décisions de TotalEnergies, tandis que d'autres [portent plainte](#). Ce mécanisme est aussi utilisé par TotalEnergies pour s'opposer aux propositions visant à taxer davantage

les profits de l'industrie fossile. L'entreprise revendique une imposition forte et assure ne pas enregistrer de profits dans les paradis fiscaux. Pourtant, elle a déclaré des profits dans des pays à très faible fiscalité où elle emploie très peu de salariés. TotalEnergies a par exemple généré [1 milliard de dollars de chiffre d'affaires au Luxembourg en 2024, pour seulement 27 employés](#).

Ces stratégies poursuivent un objectif constant : protéger le système existant et maximiser les profits, tout en renforçant la dépendance aux énergies fossiles. Le résultat est un modèle profondément déséquilibré ; les profits sont privatisés mais les coûts sont supportés par les populations.

Devant ces manœuvres, le gouvernement et les représentants des partis politiques de droite s'attachent davantage à défendre Total contre le "Total bashing" plutôt qu'à mettre en place des mesures de redistribution fiscale pour véritablement protéger la population face à la hausse de leur facture énergétique. Ils s'en remettent au bon vouloir de l'entreprise privée, renonçant à leur rôle de régulateur dans un aveu d'impuissance flagrant.

III. Un modèle destructeur à réguler

Alors que le gouvernement a annoncé de nouvelles aides pour les ménages et les professionnels face à la hausse des prix du carburant sans en préciser le financement, les multinationales de l'industrie fossile continuent de réaliser des milliards de profits, augmentant par la même occasion les dividendes et rachats d'action pour les actionnaires. Taxer ces bénéfices ainsi que les dividendes et les rachats d'action des entreprises qui profitent de la crise, permettrait de lever des moyens financiers pour la transition énergétique et la redistribution aux ménages les plus touchés.

Aujourd'hui, [le débat public se concentre sur la taxation des "superprofits" présentés comme exceptionnels et liés aux crises](#). Une [trentaine d'économistes](#) se sont exprimés en faveur d'une telle taxation, les groupes [écologiste](#) et [socialiste](#) ont tous deux déposé une proposition de loi pour taxer les superprofits.

Si ces propositions constituent un premier pas, cette approche reste très insuffisante. Elle ne remet pas en cause le cœur du problème : un modèle économique qui préserve le caractère extrêmement rentable des énergies fossiles. Ce ne sont pas seulement les superprofits qui posent problème et

doivent être taxés, mais l'ensemble des profits réalisés de manière extractiviste et climaticide.

TotalEnergies est aujourd'hui une entreprise profondément mondialisée, dont une part importante des activités est réalisée hors de France. De plus, les multinationales du secteur des énergies fossiles enregistrent une part importante de leurs profits dans des pays à faible taux de fiscalité et échappent ainsi à l'impôt. Pour une compagnie comme TotalEnergies, la France représentait par exemple en 2024 plus de 50 % de ses ventes finales et de ses salariés dans l'Union européenne, mais seulement 12 % des taxes et impôts payés dans la région, notamment parce que la major y déclare des pertes ([source Alternative éco](#)).

Comme le montre l'[étude de l'Observatoire de la fiscalité internationale \(Zucman\)](#) publiée en avril 2026, les entreprises extractives enregistrent davantage de bénéfices dans des paradis fiscaux pendant les périodes de boom des matières premières comme cette période de guerre, ce qui réduit l'efficacité de ces taxes. En temps normal, environ 12 % des profits mondiaux des multinationales pétro-gazières sont déclarés dans des juridictions à faible fiscalité, un chiffre pouvant atteindre 20 % en période de crise et de forte volatilité.

Les propositions sur la table au niveau national et européen s'efforcent de tenir compte de cette situation mondialisée. [Cinq pays européens](#) ont ainsi défendu la taxation des superprofits en recommandant une taxation plus efficace, y compris des profits enregistrés hors UE. La proposition de loi écologiste et socialiste fait la même recommandation et l'observatoire international de la fiscalité émet plusieurs pistes pour adapter la base taxable à la réalité économique des multinationales des énergies fossiles.

La Convention fiscale des Nations unies, actuellement en négociation à New York, pourrait permettre de changer les règles du jeu en matière de fiscalité internationale, en instaurant une taxation internationale des profits mondiaux des multinationales les plus polluantes là où elles créent de la valeur. Cela permettrait de répartir les droits d'imposition de manière beaucoup plus équitable avec les pays du Sud et de dégager des ressources indispensables au financement des services publics, de la transition climatique et du développement. Selon le [réseau Eurodad](#), une telle surtaxe de 20 % aurait déjà pu générer plus de mille milliards de dollars pour le climat, si elle avait été adoptée en même temps que l'[Accord de Paris](#). De nouvelles sessions de négociations se tiendront dès cet été à New York, et Greenpeace surveillera de

près la position de la France qui pour le moment compte parmi les pays qui freinent le processus.

Greenpeace demande au gouvernement de mettre en place sans plus attendre la taxation des profits, des dividendes et des rachats d'action des entreprises de l'industrie fossile de la manière la plus efficace possible tout en défendant activement l'adoption de mesures similaires au niveau de l'Union européenne et en s'impliquant de manière constructive au niveau de la Convention fiscale des Nations unies. Il est irresponsable de se cacher derrière la complexité de ces enjeux pour ne rien faire.

Très concrètement, ces profits pourraient être mobilisés pour soutenir la population face à la hausse des prix de l'énergie et du carburant, et notamment les familles les plus vulnérables, pour investir durablement dans la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables (financement de transports publics accessibles, rénovation des logements, petits véhicules électriques, par exemple) et ainsi accélérer la sortie des énergies fossiles et renforcer l'indépendance énergétique nationale et européenne. C'est d'ailleurs l'une des recommandations de la conférence de Santa Marta sur la sortie des fossiles et, selon un [sondage Oxfam](#), 75 % des Français·es sont en faveur d'une plus forte taxation des sociétés du secteur des énergies fossiles.

À l'heure où les besoins d'investissement dans la transition énergétique sont immenses, une réponse politique forte s'impose : les gouvernements doivent encadrer et taxer l'ensemble des profits pétroliers-gaziers, et organiser la sortie du modèle fossile.

En résumé

À l'occasion de son Assemblée générale, TotalEnergies doit être mis face à ses responsabilités d'autant plus en temps de crises. Mais le problème va au-delà des superprofits. Ce sont tous les profits fossiles et le modèle économique qui les génère qui sont en cause. Un modèle fondé sur les énergies fossiles, qui alimente les crises, ne peut prétendre les résoudre.

Pour Greenpeace France, la réponse est claire : TotalEnergies ne peut pas être à la fois le problème et la solution. Si ces profits sont le produit d'un système, alors la réponse doit être politique et systémique : les gouvernements doivent encadrer et taxer l'ensemble des profits pétroliers, à l'échelle nationale, européenne et internationale, et organiser la sortie du modèle fossile.

Prochaines échéances clé:

- 29 mai : Assemblée générale de TotalEnergies
- 17 juin: Audition de Patrick Pouyanné en commission Affaires économiques à l'Assemblée nationale
- 18-19 juin: Sommet européen sur le budget européen
- 3-13 août: prochaine session de négociations pour la Convention fiscale des Nations unies
- Rentrée : Projet de loi de finances

Contacts médias :

Cécile Cailliez / cecile.cailliez@greenpeace.org / 06 13 07 04 29

Cécile Genot / cecile.genot@greenpeace.org / 06 30 23 52 78